



Built to Lead

Pour publication immédiate : 1/8/2016

GOVERNEUR ANDREW M. CUOMO

LE GOUVERNEUR CUOMO ORDONNE AU DÉPARTEMENT DES SERVICES CORRECTIONNELS ET DE LA SUPERVISION COMMUNITAIRE D'EMPÊCHER LES DÉLINQUANTS SEXUELS SOUS LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE JOUER AU POKÉMON GO

Le Gouverneur envoie une lettre à Niantic, Inc. pour demander une coopération pour interdire aux délinquants sexuels de jouer au jeu

La Division of Criminal Justice Services (Division des services de justice pénale) fournira les informations les plus récentes à Niantic, Inc. et d'autres développeurs de logiciels du registre des délinquants sexuels

La directive fait suite au rapport alarmant par Jeffrey Klein et Diane Savino, sénateurs d'État, détaillant les dangers que présente Pokémon Go en ce qui concerne l'exposition des enfants de New York à des délinquants sexuels

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a aujourd'hui ordonné au département des services correctionnels et de la supervision communautaire d'empêcher les délinquants sexuels sous surveillance communautaire d'utiliser Pokémon Go et des jeux similaires. Dans le but de protéger les enfants de New York, le Gouverneur a également envoyé une [lettre](#) au développeur de logiciels, Niantic Inc. demandant de l'aide afin d'interdire aux prédateurs sexuels dangereux de jouer au Pokémon GO.

« Protéger les enfants de New York est notre priorité absolue et, selon l'évolution de la technologie, nous devons nous assurer que ces avancées technologiques ne deviennent pas des moyens pour les prédateurs dangereux de s'attaquer à de nouvelles victimes », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Ces actions fourniront des barrières pour les joueurs de ces jeux en réalité augmentée et aideront à enlever un autre outil de ceux qui cherchent à faire du mal à nos enfants. »

Sur les instructions du Gouverneur, le DOCCS a imposé une nouvelle condition de libération conditionnelle pour les délinquants sexuels sous supervision communautaire qui leur interdira de télécharger, d'accéder à ou de prendre part de quelque façon que ce soit à toute activité de jeu sur Internet, y compris Pokémon GO. Cette directive s'appliquera à près de 3 000 délinquants sexuels de niveau 1, 2 et 3 actuellement en libération conditionnelle. Le Department of Criminal Justice Services (Département des services de justice pénale) offrira une orientation aux bureaux de probation de comté pour recommander l'adoption de cette politique.

Le Gouverneur a également ordonné au DCJS de solliciter Niantic, Inc. pour fournir les informations les plus récentes relatives aux délinquants dans le registre des délinquants sexuels.

Le DCJS contactera également Apple et Google pour les informer de ces inquiétudes touchant la sécurité du public et collaborera avec eux afin d'améliorer la sécurité des utilisateurs. Les développeurs de logiciels qui exploitent des jeux mobiles tels que Pokémon GO devraient avoir droit aux mêmes informations qui sont actuellement partagées avec des entreprises telles que Facebook, Apple et Microsoft.

Ces actions ont été initiées suite à un rapport récent des sénateurs Jeffrey D. Klein et Diane Savino démontrant que les enfants qui jouent à ce populaire jeu en réalité augmenté ont été à leur insu dirigés vers des lieux à proximité immédiate, ou même aux domiciles de délinquants sexuels.

De plus, une fonction du jeu où, moyennant des frais minimes, un « appât » peut être acheté afin de favoriser délibérément la circulation vers un endroit particulier, semble être susceptible de faire l'objet d'abus par des prédateurs.

Le Sénateur Jeffrey D. Klein a déclaré : « Pokémon GO a fourni aux délinquants sexuels une feuille de route virtuelle vers nos enfants. Nous savons que les pédophiles recherchent toujours de nouveaux moyens pour attirer leurs victimes et cette nouvelle technologie qui divertit nos enfants a également le potentiel de les rapprocher d'individus dangereux au lieu de jouer au Pokémon. En effet, mon enquête de Pokémon GO a révélé une corrélation troublante entre les résidences de délinquants sexuels présentant un niveau de risque élevé et des objectifs de jeu. Si cette directive est une importante première étape, il reste encore du travail à faire sur le plan législatif pour protéger les enfants qui utilisent cette technologie et je continuerai à suivre cette situation. Je félicite le Gouverneur Cuomo d'avoir intervenu dans le cadre de mon enquête dans les 48 heures afin de protéger les enfants de New York. »

La sénatrice Diane Savino a déclaré : « Pokémon Go divertit nos enfants, mais il oublie la réalité de ce monde : il peut être dangereux. Les délinquants sexuels qui téléchargent le jeu légalement pourraient localiser des points chauds où des enfants se rassemblent, tels que des pokestops ou des salles de sport, et les rencontrer en personne. L'enquête que j'ai menée a révélé que ces endroits étaient situés à proximité des domiciles de ces individus dangereux. Je continuerai de lutter en faveur d'une législation pour protéger nos enfants. Je remercie le Gouverneur Cuomo, qui a répondu à notre enquête dans l'intérêt des enfants dans tout l'État de New York. »

En tant que Procureur général en 2008, le Gouverneur Cuomo a introduit la loi sur la sécurité électronique et le ciblage des prédateurs en ligne pour protéger les enfants de New York des prédateurs en ligne. Cette loi historique, qui a permis de nombreux progrès en matière de protection des utilisateurs de l'Internet, exige que les délinquants sexuels inscrivent et maintiennent à jour tous leurs comptes courriels, noms d'utilisateur et tout autre identifiant Internet auprès de la Division of Criminal Justice Services (Division des services de justice pénale). Cette liste est ensuite présentée à plus de deux douzaines d'entreprises de réseautage social sur une base hebdomadaire et ces sites Web l'utilisent afin de supprimer les délinquants de leurs listes de membres. Depuis son adoption, le DCJS a envoyé environ 52 000 dossiers concernant 18 544 délinquants sexuels inscrits dans l'État de New York de tous niveaux de risque à 40 entreprises de technologie chaque semaine afin de les supprimer des sites de réseautage social.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418